



## Classes fermées, baisse des moyens : sur le terrain, l'argument démographique ne passe pas

Pourquoi n'avoir pas utilisé la baisse démographique pour redonner un peu de souffle à l'Éducation nationale ? C'est la question que posent enseignants et parents au ministère, après l'annonce de très nombreuses fermetures de classe en primaire, et au regard de la baisse continue des moyens au collège et au lycée. À la rentrée 2023, le ministère de l'éducation nationale prévoit de supprimer un peu plus de 2 200 classes dans les écoles primaires françaises (soit 1 117 emplois en moins), sauf arbitrages de dernière minute. Un choix « inédit, et assez sanglant », pour la porte-parole du SNUipp-FSU, Guislaine David. Les mobilisations mêlant enseignant-es, parents d'élèves et élu-es se multiplient contre ces fermetures, surtout dans les régions les plus touchées, dans le nord de la France, en Normandie, à Paris et sa banlieue, mais également en zone rurale ou périurbaine, comme en Bretagne.

Le second degré n'est pas totalement épargné par les suppressions de postes, mais dans une bien moindre mesure, avec 481 suppressions d'emplois enseignants. Cependant, pour les collèges et les lycées, la saignée est continue depuis le début du quinquennat : entre la rentrée 2018, après l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, et 2023, le second degré a perdu 9 322 enseignant-es au total, surtout dans les académies de la moitié nord du pays.

Ainsi, en cinq ans, l'académie de Lille a perdu 1 200 postes, celle de Normandie près de 1 100, Paris autour de 800 emplois. « Nous avons aussi des baisses importantes à Nancy et Metz, mais également en Guadeloupe et en Martinique, alors que le contexte social et scolaire y est particulier rappelle Sophie Vénéritay, secrétaire générale du SNES-FSU. Franchement, toucher à l'académie de Lille, si durement touchée par les difficultés économiques et sociales, c'est une forme de sacrifice en soi. »

« Le contexte social et économique reste un critère clé dans la répartition des moyens, jure le ministère. En valeur absolue, l'académie de Lille perd beaucoup de postes, c'est vrai, mais c'est la troisième plus grosse académie de France, donc en volume, c'est beaucoup moins qu'à Paris par exemple. »

La raison officielle de ces suppressions de postes est à chercher dans la démographie scolaire, notoirement en berne. Ainsi, les écoles maternelles et élémentaires vont perdre 63 748 élèves en septembre 2023, soit 1,15 % des élèves. Dans le second degré, l'argument est plus ténu : il y aura seulement 840 collégiens et lycéens en moins dans les établissements l'an prochain. À cela s'ajoute les priorités nationales définies pour l'année prochaine, le « maillage fin du territoire », la poursuite du dédoublement pour les écoles classées en éducation prioritaire, ou l'inclusion des élèves porteurs de handicap.

Une vision juste ou comptable ?

Le ministère s'appuie également sur une étude récente produite par les services du ministère, laquelle indique une baisse significative du nombre d'élèves par classe en primaire (22 en moyenne contre 24 il y a cinq ans) pour dire que la fermeture de ces classes n'entraînera pas un sureffectif problématique dans les classes restantes. Cependant, les comparaisons internationales restent cruelles pour le système français : la moyenne est de 19,3 élèves par classe dans le reste de l'Union européenne et l'effectif moyen de 26 élèves par classe au collège en France reste très au-dessus de la moyenne de tous les pays de l'Union, située sous la barre des 21.



Le 22 mars 2023, la FCPE, première fédération de parents d'élèves, en appelait au ministre Pap Ndiaye lui-même, dans une lettre ouverte, pour que le gouvernement « revoie sa copie » avant les vacances de printemps : « La projection démographique de 64 000 élèves en moins à la prochaine rentrée ne peut justifier une telle saignée des personnels éducatifs de l'école publique, dans un contexte où les parents ne peuvent que constater le manque d'enseignants qualifiés et les non-remplacements », détaille l'organisation.

Les syndicats dénoncent quant à eux une vision « comptable », qui masquerait les difficultés chroniques de l'Éducation nationale : une baisse du niveau notamment en français et en maths, un manque de remplaçant-es qui s'est étendu de quelques académies particulièrement peu attractives à tout le territoire, la trop faible formation continue des enseignant-es, ainsi qu'une forme de déni de la réalité concrète de l'inclusion des élèves porteurs de handicap dans les classes.

Dans l'Ain par exemple, l'incompréhension domine : la démographie scolaire grimpe au contraire de près de 1 % dans le département, qui bénéficie de l'arrivée des habitants du Rhône, chassés par le prix du logement à Lyon notamment, mais également de la proximité de la Suisse. Et pourtant, le rectorat prévoit 37 fermetures contre 23 ouvertures. Pour sauver des écoles implantées sur des communes rurales, ou des regroupements de classes sur plusieurs villages, il faut prendre dans les zones périurbaines. « C'est un jeu de chaises musicales. Quand il n'y a pas les moyens nécessaires, il faut bien trouver les postes quelque part », se plaint Joëlle Bozonnet, présidente de la FCPE de l'Ain.

À Arras, le désarroi est identique. La cité scolaire Gambetta-Carnot est située certes dans un quartier en baisse démographique, admet Matthieu Hanse, lui aussi représentant à la FCPE, mais le lycée draine des élèves de quelque 70 communes alentour, en raison de son offre de formation. Deux classes devraient pourtant fermer en juin. « C'est comme pour les retraites, on est vraiment dans un dogmatisme qui ne tient pas compte des spécificités des établissements. » Entre 2021 et 2022, deux jeunes filles se sont donné la mort dans l'établissement, ce qui a vivement traumatisé les équipes comme les élèves. « Pourquoi ces indicateurs ne sont-ils pas pris en compte ? » s'inquiète Matthieu Hanse.

L'homme souligne aussi que le lycée va devoir tailler dans les heures en mathématiques, alors même que le ministre de l'éducation lui-même en a fait une priorité pour tous les élèves de première l'an prochain. « Personne n'est heureux de reprendre des emplois ou de fermer des classes », répond la Rue de Grenelle. Nous travaillons avec le budget qui est prévu par la loi de finances, nous avons bien conscience qu'il y a des traductions concrètes derrière. Il peut ainsi arriver que les moyens supplémentaires donnés aux académies pour financer les maths en première puissent être gommés en tout ou partie par la reprise des moyens alloués au titre de la démographie scolaire. »

Faire de l'inclusion et des remplacements une réalité

Dans le département du Nord, l'argument de la baisse du nombre d'élèves ne fait pas débat : les écoles ont perdu 20 000 élèves depuis 5 ans. Ces cinq dernières années, les dotations sont restées positives ou neutres pour permettre de dédoubler les classes en CP – CE1 puis en grande section (réforme menée sous le mandat précédent) et soutenir la mise en œuvre de la loi Rilhac, qui prévoyait une augmentation des temps de décharge des directeurs et directrices d'école. « Il n'y a donc pas d'école où les fermetures annoncées vont donner lieu à des moyennes délirantes », explique Alain Talleu, cosecrétaire départemental du SNUipp-FSU.

Sauf que là encore, les détails en local peuvent changer singulièrement la donne. « Les élèves d'Ulis [unités localisées pour l'inclusion scolaire – ndlr], qui passent une partie de leur temps dans nos classes, ne sont pas comptés dans les effectifs », explique cet



enseignant de CM1-CM2 dans la commune de Bailleul. Le département du Nord compte 231 Ulis, accueillant de 12 à 14 élèves, « on peut donc estimer qu'entre 2 500 et 3 000 élèves ne sont pas comptabilisés dans les prévisions de carte scolaire », prévient Alain Talleu.

« La règle, c'est qu'on comptabilise les élèves Ulis dans la carte scolaire, rétorque le ministère, tout en concédant que dans cette grosse machine qu'est l'Éducation nationale, « il n'y a pas de garantie que la règle soit déclinée partout de la même manière ». L'administration rappelle aussi la « trajectoire ascendante » du nombre de classes Ulis et du nombre d'AESH au niveau national, « signe d'un engagement budgétaire fort sur le handicap ».

Le manque de postes de remplaçant-es est pareillement dénoncé, en particulier dans les zones défavorisées comme Roubaix. « Fermer une classe en milieu rural ça se voit, les élus et les parents montent en général au créneau », poursuit le syndicaliste. Le ministère a d'ailleurs promis lors d'un comité technique national en décembre 2022 qu'il ne mènerait « aucune fermeture d'école sans accord local » en zone rurale. Mais des absences non remplacées, parce que tous les profs ont été postés pour boucher les trous dès la rentrée, ça fait moins de bruit ». L'an dernier, des professeur-es avaient déjà fait un Roubaix-Paris à vélo, jusqu'au ministère de l'éducation nationale, pour faire état de ces difficultés.

En déplacement dans la Nièvre la semaine passée pour tenter de sortir de la nasse politique sur les retraites, la première ministre Élisabeth Borne s'est fixé comme objectif un remplacement « systématique » des professeur-es, dès la rentrée prochaine. Une promesse qui ressemble beaucoup au mantra « un professeur devant chaque élève » de Pap Ndiaye en 2022, qui s'est révélé intenable dans la durée, faute de personnels et de candidat-es au concours.

Patrick Bloche, adjoint à la maire de Paris, chargé de l'éducation, a rencontré le ministre le 6 mars dernier pour discuter de la carte scolaire dans la capitale. Avec un solde négatif de 155 classes, ainsi que 182 postes supprimés en collèges et lycées, parents et enseignant-es sont aux abois.

La ville est notoirement en déficit d'enfants scolarisés dans le premier degré, mais l'élu se méfie lui aussi « des moyennes ». Un tiers des écoles étant classées en éducation prioritaire à Paris, les dédoublements sont donc légion et, « mécaniquement, on arrivera à des 25, 26 élèves dans les classes ordinaires si les fermetures sont confirmées ».

En 2002, Paris a accueilli 6 000 élèves en moins dans le 1<sup>er</sup> degré et s'est retrouvé, « sans drame », avec un solde négatif de 50 classes. « À la rentrée 2023, nous avons 4 000 enfants en moins et trois fois plus de fermetures relève encore Patrick Bloche. C'est brutal, inédit et massif. »

Quelle prise en compte des milieux populaires ?

Deux kilomètres plus au nord de Paris, dans la ville autrement populaire de Gennevilliers (65 % des logements sont des logements sociaux, le taux de pauvreté s'établit à 27 %), les établissements scolaires ne sont pas davantage épargnés par ces choix budgétaires. Le 24 mars dernier, parents et enseignant-es, soutenu-es par la mairie communiste, y ont organisé une journée « école morte » très suivie pour protester contre la fermeture de onze classes et 167 heures d'enseignement en moins pour les collèges et le lycée, pourtant dans le spectre de l'éducation prioritaire.

« Et c'est comme ça depuis des années pointe Julien, enseignant au lycée Galilée. On nous dit que si ça baisse au lycée, c'est pour mettre plus de moyens au collège, et quand ça baisse au collège, que c'est pour favoriser le primaire. Faut arrêter de se moquer de nous.... »



Le lycée, dimensionné pour accueillir 800 élèves, en compte 1 200, et ne perdra que 3 élèves à la rentrée prochaine. Avec tant d'heures en moins, aucun arbitrage n'est le bon : « Soit on augmente le nombre d'élèves par classe, soit on supprime les sessions de "devoirs sur table" le samedi matin que nous avons montées pour les élèves le plus éloignés de la culture scolaire, souvent issus de familles allophones. »

L'argument démographique, « c'est un mensonge et donc cela crée de la frustration, de la révolte même », renchérit Laetitia Criseo, professeur de français dans le même établissement. Lors de l'AG de notre ville, les parents étaient désespérés. Les moyens d'éducation avaient fait de Gennevilliers une réussite, nous avons des résultats au bac comparables ou supérieurs à ceux de Levallois, ou de Neuilly pour des enfants aux conditions sociales bien plus défavorisés. Là, on nous retire le tapis sous le pied. »

À Gennevilliers, l'indice de position sociale (IPS) frôle les 90, l'un des plus bas du département. Le lycée est classé « politique de la ville » mais sans que cela ait vraiment une incidence sur les moyens alloués à l'établissement. « La seule chose tangible qu'il nous reste, c'est que les classes de seconde sont plafonnées à 30 élèves. Faut-il s'en réjouir tant que ça ? », s'interroge Laetitia Criseo.

« Cela fait des années que nous alertons sur l'état de l'école, pour dire que les élèves réussissent moins bien, martèle Guislaine David. On aurait pu utiliser la marge offerte par la baisse du nombre d'élèves pour augmenter le vivier de professeurs surnuméraires, envoyer les profs en formation pour reconstituer les réseaux d'aide spécialisés aux élèves en difficulté [RASED –ndlr], diminuer le nombre d'élèves par classe. Au lieu de cela, on a une baisse de moyens inédite depuis dix ans. »

La suppression de postes dans le second degré à la prochaine rentrée et depuis six ans se traduira par des classes toujours plus surchargées, met également en garde Sophie Vénétiay : « Au lycée, 35 élèves, c'est devenu la norme et une norme vite dépassée. Dans les collèges, les classes à 28, 30, c'est une réalité partagée. »

Comment se dérouleront les derniers arbitrages, prévus en mai-juin puis à la lumière des effectifs réels d'élèves début septembre ? « Tous les ans, il y a des petits réajustements, pour calmer les plus remuants constate Julien, depuis Gennevilliers. Nous, on ne veut pas prendre des heures à d'autres dans l'académie, dans des établissements aussi légitimes que nous à en bénéficier. » La ville prévoit de plaider à nouveau pour une éducation de qualité pour toutes et tous, lors d'une nouvelle journée de contestation, le 14 avril.

« Je comprends bien qu'on est dans des logiques budgétaires venues d'en haut, et que les rectorats font parfois comme ils peuvent, mais ça ne peut pas être ça, une politique éducative regrette lui aussi Matthieu Hanse, à Arras. Le système est quand même un peu en train de s'effondrer. »

